CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE
N°3 - 2016
Trimestriel / Quarterly

Investir dans le développement régional

Investing in regional development



INFO +

Western Balkans Investment Framework WBIF

Sommaire

Édito du Gouverneur 3

Activité prêts/projets 4

La CEB soutient le développement régional en République slovaque 4

Maintien de l'investissement public dans la région de Castille-et-León 6

Allemagne : investir dans l'intégration à long terme des migrants grâce aux programmes de logements sociaux 8

Intervention du Gouverneur Wenzel au Forum d'affaires sur les Balkans occidentaux dans le cadre de "Paris Balkans 2016" 10

Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux : promouvoir la prospérité et la coopération régionale 12

Les pays membres de la CEB éligibles au WBIF 14

Le Premier ministre Serbe rencontre le Gouverneur à Paris 16

Actualités 18

La CEB approuve 423 millions d'euros de prêts pour 5 nouveaux projets sociaux

Le Gouverneur Wenzel se rend à New York pour une réunion de haut niveau aux Nations Unies consacrée aux réfugiés et aux migrants

Activités financières et de gestion des risques 20

Résultats semestriels 2016
Autorisation d'emprunt pour 2017

Du nouveau à la CEB 22

Agenda : Principaux événements à venir
Brèves
Publications

Crédits photos : Christian Mueller; Jozef Culak; Johnny Greig; Bonilla1879 ; Frank Gaertner; Nikada; SilvaAna; Sylvie Dupic; mizoula; Marco Rubino; CEB Photo library

Contents

Editorial by the Governor 3

Loans/projects activity 5

CEB supports regional development in the Slovak Republic 5

Safeguarding public investments in Castilla-y-León 7

Germany: investing in long-term integration of migrants through social housing 9

Governor Wenzel addresses Business Forum on Western Balkans during "Paris Balkans 2016" 11

Western Balkans Investment Framework: promoting prosperity and regional cooperation 13

CEB member countries eligible for WBIF funding 15

Serbia's Prime Minister meets the Governor in Paris 17

News 19

The CEB approves loans for 5 new social projects worth €423 million

Governor Wenzel in New York for United Nations High-Level Summit on Refugees and Migrants

Financial and risk management activities 21

Half-year results 2016
Borrowing authorisation for 2017

CEB update 23

Agenda: Major upcoming events
In brief
Publications



Rolf WENZEL

Édito du Gouverneur

Cher Lecteur,

Le présent numéro de CEB Info porte sur le soutien au développement régional. La contribution de la Banque en matière de cohésion sociale se limite rarement aux frontières ou aux communautés locales : son déploiement à l'échelle régionale en vue de promouvoir l'intégration sociale au sein des régions et de mettre ces dernières sur un pied d'égalité représente un aspect important de l'activité de la CEB.

Les Balkans constituent une région particulièrement dynamique et dotée d'un fort potentiel, où la CEB opère par le biais du cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux (WBIF) et du Programme régional de logement (RHP), pour ne mentionner que deux des principaux programmes de coopération auxquels elle participe.

La région des Balkans accueille en outre la majeure partie des projets relatifs aux réfugiés financés par la CEB au titre du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF). Un an après sa création, le MRF demeure un outil efficace pour fournir une aide d'urgence aux pays qui reçoivent et accueillent les migrants. Le prochain numéro de CEB Info détaillera les résultats obtenus grâce au MRF.

S'agissant de la question des migrations, la réunion de haut niveau des Nations Unies sur les réfugiés et les migrants, qui s'est tenue à New York le mois dernier, a produit des résultats concrets concernant la voie à suivre face aux mouvements de réfugiés. Je salue l'adoption de la Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants par l'Assemblée générale des Nations Unies et suis heureux de voir la conception du Cadre de réponse global pour les réfugiés qu'elle prévoit confiée au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. La CEB est disposée à contribuer pleinement à la mise en place dudit Cadre.

Editorial by the Governor

Dear Reader,

The focus of this issue of CEB Info is on support for regional development. The work of the Bank to advance social cohesion in Europe often transcends borders and local communities. Focusing on whole regions to promote social integration within the regions themselves but also to bring them on a par with other regions is an important part of what we do.

The Balkans, in particular, is a dynamic region with a lot of potential, where the CEB is active through the Western Balkans Investment Framework (WBIF) and the Regional Housing Programme (RHP), to mention but two of the most important cooperation programmes in which the Bank is involved.

Also in the Balkan region are the vast majority of the refugee projects that the CEB has been financing under its Migrant and Refugee Fund (MRF). A year after its establishment, the MRF continues to be a useful instrument in providing emergency assistance to countries receiving and hosting migrants. The next issue of CEB Info will focus on the detailed results of the MRF.

On the subject of migration, the United Nations High-level Summit on Refugees and Migrants in New York last month yielded concrete results on the way forward regarding refugee movements. I welcome the adoption of the New York Declaration for Refugees and Migrants *by the United Nations General Assembly, and I am pleased that the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees has been tasked with developing the* Comprehensive Refugee Response Framework*, contained in the* New York Declaration*. The CEB stands ready to make a full contribution to the* Framework*.*

La CEB soutient le développement régional en République slovaque

Investir au niveau régional pour réduire les inégalités socio-économiques et promouvoir la croissance

Bien qu'elle compte parmi les économies les plus dynamiques d'Europe, la République slovaque connaît d'importantes disparités régionales en termes de revenu, de chômage et d'infrastructures. Le centre et l'est du pays accusent ainsi un retard conséquent par rapport aux autres régions et pâtissent notamment d'un manque d'infrastructures de transport, qui entrave l'investissement et la croissance économique.

Certes, les régions slovaques ont amplement bénéficié des fonds de l'Union européenne. Durant la période de programmation 2007-2013, ce sont € 11,6 milliards issus des Fonds structurels et de cohésion qui ont été alloués aux autorités publiques du pays, les trois quarts de ces financements ayant été dépensés à l'échelle régionale. Cependant, les régions et les municipalités slovaques ne peuvent pas dépendre uniquement des subventions européennes lorsqu'il s'agit de procéder à des investissements publics, dans la mesure où l'utilisation de ces fonds est souvent réservée à des objectifs stratégiques bien spécifiques.

Financement régional

La CEB, qui propose quatre instruments financiers distincts, s'avère un partenaire intéressant pour des régions cherchant à diversifier les sources de financement de leurs investissements publics. En 2015, les régions autonomes de Žilina et Trnava se sont rapprochées de la CEB afin de demander un "prêt-programme", qui conjugue financements à long et à court terme.

La même année, la CEB a accordé un prêt de € 49,5 millions à Žilina et un autre de € 15 millions à Trnava. Ces fonds devraient cofinancer les investissements en faveur de la redynamisation et de la modernisation des infrastructures urbaines publiques, de la protection de l'environnement, de la santé et de la réhabilitation de leur patrimoine historique et culturel.

Ces deux prêts de la CEB à des régions autonomes de la République slovaque sont les premières du genre de la part d'une institution financière internationale.

À quoi serviront les fonds de la CEB ?

Les deux régions consentiront des investissements considérables pour leur infrastructure de transports. En effet, la remise en état et l'entretien des routes, des équipements et des ponts, au niveau local, ont longtemps été négligés. Par ailleurs, les réseaux de transports, construits en grande partie durant les années 1950 et 1960, n'ont pas été conçus pour accueillir une circulation aussi importante que celle d'aujourd'hui, d'autant que l'utilisation des transports publics a depuis sensiblement chuté, un nombre croissant de personnes préférant se déplacer en voiture.

Les investissements publics qui doivent être réalisés par Žilina et Trnava et cofinancés par la CEB iront notamment à la reconstruction des routes et des ponts, à la remise en état du revêtement routier, à la mise en place d'un dispositif de protection contre les chutes de pierres et à l'achat de matériel d'entretien.

Il est en outre prévu de financer la reconstruction des centres de santé et des installations sanitaires en milieu hospitalier, l'achat d'équipements médicaux et d'ambulances, la rénovation des structures accueillant les personnes âgées et handicapées, et la réhabilitation des bibliothèques et des musées publics.

La CEB fournira aux régions non seulement des financements à long terme à même de couvrir leurs contributions locales, mais aussi des financements relais à court terme en vue d'accélérer et de faciliter l'absorption des fonds structurels européens.

Les prêts ainsi accordés contribueront largement à favoriser une croissance plus dynamique et plus inclusive, ainsi qu'à améliorer les conditions de vie dans les deux régions concernées et même aux alentours de Trnava.



The CEB supports regional development in the Slovak Republic

Investing in regions reduces social and economic disparities, promotes growth



Despite being one of Europe's most dynamic economies, the Slovak Republic is characterised by important regional differences in terms of income, unemployment and infrastructure, with central and eastern parts of the country lagging behind the rest. In particular, inadequate transport infrastructure hampers investment and economic growth in these regions.

Admittedly, Slovak regions have greatly benefited from European Union funds. Over the 2007-2013 programming period, the authorities received € 11.6 billion in funding from Structural and Cohesion Funds, with three-quarters of money spent at the regional level. However, regions and municipalities cannot rely solely on EU financing when carrying out public investments, as those funds are often limited to specific policy goals.

Financing at regional level

With its four distinct financial instruments, the CEB is an attractive partner for regions looking to diversify sources of funding for their public investments. In 2015, the self-governing regions of Žilina and Trnava approached the CEB in order to request a Programme Loan, combining long-term and short-term funding.

That same year, the CEB approved a € 49.5 million loan to Žilina and a € 15 million loan to Trnava. The CEB funds are expected to co-finance investments in revitalisation and modernisation of urban public infrastructure, environmental protection, healthcare and the rehabilitation of historic and cultural heritage.

The two loans represent the CEB's first operations with the self-governing regions of the Slovak Republic and are also the first loans granted to these regions by an international financial institution (IFI).

What the CEB funds will pay for

Both regions will be making considerable investments in transport infrastructure. Repair and maintenance of local roads, bridges and facilities have long been neglected. Moreover, the transport network, built mostly in the 1950s and 1960s, was not designed for the current volume of traffic; at the same time, there has been a significant shift in the use of public transport, with more and more passengers opting for the car.

Reconstruction of roads and bridges, road surface repairs, rockslide protection, and the purchase of maintenance equipment are therefore among the public investments to be undertaken by Žilina and Trnava and co-financed by the CEB.

Other planned investments include the reconstruction of sanitary facilities in hospitals and healthcare centres, purchase of medical equipment and ambulances, renovation of facilities for the elderly and disabled and rehabilitation of museums and public libraries.

The CEB is to provide long-term financing to cover local contributions by the regions as well as short-term bridge financing to accelerate and facilitate the absorption of EU funds.

The loans will play an important part in facilitating more dynamic and inclusive growth and in contributing to the improvement of living conditions in the two regions and, in the case of Trnava, surrounding border areas.

Maintien de l'investissement public dans la région de Castille-et-León

La CEB apporte un soutien continu à des services essentiels

En juillet dernier, la ministre régionale de l'Économie et des Finances de Castille-et-León, Mme María Pilar del Olmo Moro, et le Vice-Gouverneur Apolonio Ruiz-Ligero ont signé un accord-cadre de prêt d'un montant de € 160 millions à l'appui des investissements actuellement réalisés dans le système de santé de la plus grande région d'Espagne.

Ce prêt prend la forme d'une facilité de financement du secteur public (PFF), un instrument financier de la CEB visant à préserver la viabilité et la durabilité des programmes d'investissements sociaux confrontés à un manque de fonds. La région de Castille-et-León aura recours à ce prêt pour financer en partie la construction, l'extension et la réhabilitation de ses installations de santé publique, allant des centres de soins de santé primaire aux hôpitaux spécialisés

Les établissements de santé de la région de Castille-et-León visés sont ceux qui aujourd'hui ne respectent pas les normes fonctionnelles et de sécurité qu'exigent des infrastructures modernes.

C'est la première fois que la CEB utilise son instrument PFF en faveur d'une région. En cette période d'austérité, qui se traduit notamment par la réduction considérable des investissements publics en Espagne, le financement partiel des investissements de Castille-et-León dans le secteur de la santé qu'apporte la CEB est tout particulièrement apprécié.

Il s'agit du troisième contrat de prêt signé avec la région de Castille-et-León. Il porte le total des montants octroyés par la CEB à € 310 millions. Outre le prêt PFF effectué dans le secteur de la santé, les ressources de la CEB ont servi à financer des investissements réalisés dans les secteurs de l'eau, du traitement des eaux usées, de l'efficacité énergétique et de la prévention des incendies.

Une collaboration à long terme avec la région de Castille-et-León

La CEB accorde des financements à la région de Castille-et-León depuis plusieurs années, ce qui a permis des améliorations significatives en matière de qualité environnementale et de conditions de vie des habitants dans la région.

Cette collaboration a vu le jour en 2011, année où le ministère castillan-léonais des Travaux publics et de l'Environnement s'est vu accorder un prêt de € 100 millions afin de soutenir les investissements des autorités régionales dans les secteurs de l'eau, du traitement des eaux usées et de la prévention des incendies. Près de soixante projets d'infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées en faveur des municipalités qui en étaient dépourvues ont ainsi pu être financés. Ce prêt a également permis de financer l'amélioration de l'état des forêts de la région et de réduire les risques d'incendie.

Le prêt de € 50 millions accordé plus récemment à SOMACYL, la société régionale de services publics, a bénéficié à la mise en œuvre d'investissements prioritaires visant à réduire les coûts de l'énergie et à améliorer l'efficacité énergétique dans la région, notamment par l'installation de chaudières à biomasse, la mise en place de réseaux de chauffage urbain à base de biomasse dans les petits districts et l'instauration d'un système d'éclairage à faible consommation énergétique.

CASTILLE ET LEÓN

Réputée pour son riche patrimoine historique et culturel, la région de Castille-et-León est la plus importante communauté autonome d'Espagne et l'une des plus grandes régions de l'Union européenne. L'agriculture, l'une de ses principales activités économiques, lui a valu le surnom de "grenier de l'Espagne". Son environnement présente une haute valeur naturelle ; le réseau Natura 2000 couvre le quart de son territoire. Cependant, la région est également aux prises avec les défis de l'exode rural, du vieillissement de sa population, de la faiblesse des revenus et des problèmes environnementaux liés aux activités agricoles.



Safeguarding public investments in Castilla-y-León

CEB provides continuous support to vital services

In July this year, the Regional Minister for Economy and Finance of Castilla-y-León, Ms. María Pilar del Olmo Moro, and CEB Vice-Governor Apolonio Ruiz-Ligero signed a framework loan agreement for € 160 million to support on-going healthcare investments in Spain's biggest region.

The loan was granted in the form of a Public Sector Financing Facility (PFF), a CEB financing instrument for maintaining the viability and sustainability of social investment programmes faced with a lack of funding. Castilla-y-León will use the loan to part-finance the construction, extension and rehabilitation of public healthcare facilities, ranging from primary care centres to specialist care hospitals.

The selected healthcare facilities in Castilla-y-León do not currently meet the safety and functional standards required of modern infrastructure.

This is the first time the CEB has used its PFF instrument to support a region. In the current period of austerity, especially when public investments in Spain have been considerably reviewed and reduced, the value of the CEB's partial financing of Castilla-y-León's investments in the health sector is considered very high.

The loan agreement is the third to be signed with Castilla-y-León, bringing total investments from the CEB to the region to € 310 million. In addition to the PFF loan in the health sector, CEB resources have been used to finance investments in water, wastewater treatment, energy efficiency and fire prevention.

Long-term collaboration with Castilla-y-León

The CEB has been investing in Castilla-y-León for years, delivering substantial environmental quality improvements and improving the living conditions of the region's inhabitants.

This collaboration began in 2011 with a € 100 million loan to the region's Department for Public Works and the Environment to support the regional government's investments in water, wastewater treatment and fire prevention. About sixty water and wastewater treatment infrastructure projects were funded in municipalities where such infrastructure did not previously exist. The loan also financed improvements in the state of the region's forests, reducing fire risks.

The more recent € 50 million loan to SOMACYL, the regional public utility company, supported the implementation of priority investments geared towards decreasing energy costs and improving energy efficiency in the region, namely through the installation of biomass heat boilers, small district heating networks based on biomass, and energy efficient lighting systems.



CASTILLA-Y-LEÓN

Castilla-y-León is the largest Spanish autonomous community and one of the largest regions in the European Union, famous for its historical and natural heritage. Agriculture has traditionally been one of the major economic activities in the area, earning it the title of "granary of Spain". The region's environment has a high natural value – the NATURA 2000 network covers a quarter of its territory. However, the region is also struggling with the challenges of rural-urban migration, an ageing population, lower then average income levels and environmental problems related to farming.

Allemagne : investir dans l'intégration à long terme des migrants grâce aux programmes de logements sociaux

Le partenariat de longue durée avec l'Allemagne s'intensifie dans le contexte de la crise migratoire

Un retard généralisé d'investissement dans les infrastructures publiques municipales et fédérales entraverait les perspectives de croissance de l'Allemagne. Non seulement les investissements publics en faveur des infrastructures ont diminué au cours des dix dernières années, mais le flux sans précédent de migrants et de réfugiés a exercé une pression supplémentaire sur les équipements locaux, notamment les capacités de logement.

En juin 2015, le Gouvernement fédéral a adopté une loi visant à promouvoir les investissements dans tout le pays et à soutenir les municipalités les plus fragiles au plan financier. Un grand nombre d'États fédérés (*Länder*) ont lancé leurs propres programmes complémentaires en vue de dynamiser les investissements à l'échelle locale.

À titre d'illustration, le gouvernement de l'État du Brandebourg a élevé la question des logements abordables au rang de priorité majeure afin de faire face à la pression migratoire et aux évolutions démographiques telles que le vieillissement de sa population.

Son partenaire opérationnel, la banque d'investissement de l'État du Brandebourg (Investitionsbank des Landes Brandenburg, ILB), a ainsi sollicité un prêt auprès de la CEB, les fonds à long terme de la Banque étant parfaitement adaptés au financement des programmes en faveur de logements locatifs à vocation sociale. En juin dernier, le Conseil d'administration de la CEB a accordé à ILB un prêt d'un montant de € 300 millions.

Ce prêt permettra de construire de nouveaux logements locatifs tout en rénovant et en modernisant les équipements existants dans les aires régionales identifiées comme prioritaires. Les fonds de la CEB permettront aux municipalités brandebourgeoises d'entretenir, de rénover, d'élargir ou de réduire leurs infrastructures publiques locales selon les besoins, en vue d'offrir des services essentiels de manière fiable et efficace.

Grâce à ce prêt, il sera également possible d'assurer la mise à disposition continue de logements abordables pour les Brandebourgeois. Les sous-projets envisagés constitueront des instruments au service des municipalités qui souhaitent venir en aide aux jeunes familles et aux personnes âgées, intégrer les migrants et éviter tout phénomène de ségrégation.

Le prêt de la CEB contribuera largement à l'intégration des migrants et des réfugiés en permettant de remplacer les logements insalubres et temporaires par un hébergement décent et pérenne.

La coopération avec l'Allemagne s'intensifie

Depuis sa création, la CEB entretient une coopération fructueuse avec l'Allemagne, l'un des membres fondateurs de la Banque. Ce partenariat de longue date s'est intensifié depuis le début de la crise des migrants, une situation qui a profondément affecté le pays.

Outre le prêt de € 300 millions accordé à ILB, la CEB a également approuvé € 50 millions en faveur de NRW Bank, la banque publique de développement de Rhénanie-du-Nord – Westphalie. Ce dernier prêt vient prolonger celui consenti en 2010 en vue d'accroître la disponibilité des logements sociaux pour les familles à faible revenu, les personnes âgées, les familles de migrants et les personnes handicapées. De tous les États fédérés allemands, la Rhénanie-du-Nord – Westphalie est celui qui compte le plus grand nombre d'habitants, tout en étant aussi le plus densément peuplé.

Avec un prêt d'un montant de € 230 millions a ainsi été accordé à Wirtschafts-und Infrastrukturbank Hessen (WI Bank), la CEB soutient aussi l'État fédéré de Hesse, qui entend agrandir son parc de logements sociaux au bénéfice des groupes vulnérables, y compris les migrants. Les fonds seront utilisés à des fins d'investissements dans le domaine du logement social locatif, en faveur des personnes à bas revenu, des familles de migrants, des personnes handicapées et des individus sans emploi en difficulté financière.



Germany: investing in the long-term integration of migrants through social housing

Long-lasting partnership with Germany intensifies in the face of the migrant crisis



An overall investment backlog in public infrastructure at federal municipal level is believed to hamper German growth perspectives. Not only have public investments in infrastructure declined over the last decade, but the unprecedented influx of migrants and refugees has caused additional strain on local facilities, particularly housing.

In June 2015, the Federal Government adopted a law to promote capital investments across the country and support financially weak municipalities. Many of the federal states (*Länder*) have also launched their own complementary programmes to boost investments at local level.

One such example is the state of Brandenburg, whose government has made the promotion of affordable housing a key priority, as a way of dealing with migration pressure, and demographic changes such as an ageing population.

The state's implementing partner, Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB), turned to the CEB for financing, as the Bank's long-term funds are particularly suited for funding socially-oriented rental housing programmes. The CEB's Administrative Council approved a € 300 million loan to ILB in June this year.

The CEB loan will be used for the construction of new rental housing and the renovation and modernisation of existing facilities in inner cities areas of Brandenburg identified as priority zones. The CEB funds will enable Brandenburg municipalities to maintain, renovate, expand or scale down their local public infrastructure as necessary, in order to provide essential services efficiently and reliably.

The loan will make it possible to ensure continued provision of affordable dwellings for Brandenburg's population. The envisaged sub-projects will serve as instruments for municipalities to support young families and the elderly, integrate migrants and avoid segregation.

The CEB loan will make an important contribution to the integration of migrants and refugees by substituting sub-standard, temporary housing with decent long-term accommodation.

Cooperation with Germany intensifies

Since its inception, the CEB has enjoyed a productive cooperation with Germany, one of the Bank's founding member countries. This long-lasting partnership has intensified since the beginning of the migrant crisis, which has considerably affected Germany.

In addition to the € 300 million loan to ILB, this year the CEB also approved a € 50 million loan to NRW Bank, the state development bank of North Rhine-Westphalia. This is an extension of the funding granted in 2013 with the aim increasing the availability of social housing for low-income families, the elderly, persons of migrant background, and persons with disabilities. North Rhine-Westphalia is Germany's most heavily and most densely populated federal state.

With a € 230 million loan to Wirtschafts-und Infrastrukturbank Hessen (WI Bank), the CEB is also supporting the federal state of Hesse in its efforts to increase the social housing stock for the benefit of vulnerable groups, including migrants. The funds will be used for investments in the area of social rented housing for low-income persons, migrant families, persons with disabilities, and unemployed persons in financial difficulties.

Intervention du Gouverneur Wenzel au Forum d'affaires sur les Balkans occidentaux dans le cadre de "Paris Balkans 2016"

Le 4 juillet dernier, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a participé au Forum d'affaires sur les Balkans occidentaux aux côtés de représentants de la Banque européenne d'investissement (BEI), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque mondiale.

Le Gouverneur Wenzel est intervenu lors de la séance plénière, qui a été ouverte par M. Michel Sapin, Ministre des Finances, et présidée par M. Alain Richard, représentant spécial de la France pour la diplomatie économique dans les Balkans. La séance avait pour thème le "Financement de projets dans les Balkans occidentaux – Mise en œuvre de réformes en faveur du climat des affaires". Les six pays des Balkans occidentaux* ont été représentés au Forum par leurs ministres de l'Économie respectifs.

Dans son allocution, le Gouverneur Wenzel a salué les réformes économiques mises en œuvre dans les pays des Balkans occidentaux au cours de ces dernières années. Il a déclaré que la CEB était active dans la région, en tant que membre fondateur du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF) et principal partenaire de l'Union européenne dans la mise en œuvre du Programme régional de logement (RHP), ainsi que par le biais du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) et d'autres programmes sociaux.

"Notre expérience dans la région a montré que les pays des Balkans occidentaux ont un énorme potentiel lorsqu'il s'agit de consolider leur perspective européenne et d'assurer une prospérité à long terme" a déclaré le Gouverneur.

Au cours de son intervention, Johannes Hahn, Commissaire chargé de la Politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, a souligné que le processus d'adhésion était de plus en plus axé sur les questions économiques avec pour socle l'État de droit. "Nous mettons fortement l'accent sur la promotion du développement économique et le renforcement de la compétitivité", a-t-il ajouté.

Paris Balkans 2016

Le Forum d'affaires a été organisé dans le cadre du Sommet "Paris - Balkans 2016" présidé par Jean-Marc Ayrault, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, auquel ont assisté les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères et de l'Économie des six pays des Balkans occidentaux.

Le Sommet de Paris, qui s'inscrit dans la continuité des deux rencontres précédentes, tenues à Berlin et à Vienne, entendait donner davantage de cohérence aux différentes initiatives régionales en promouvant une coopération régionale à la lumière des ambitions européennes de la région.



Il a été l'occasion de débattre d'évolutions importantes pour la région, telles que les migrations, les problèmes de sécurité (y compris la lutte contre l'extrémisme), l'emploi et la croissance économique. Jeunesse et connectivité comptaient également parmi les principaux domaines abordés lors du Sommet et de ses manifestations parallèles.

Dans son discours de clôture, Jean-Marc Ayrault a rappelé une nouvelle fois que l'avenir des Balkans occidentaux résidait dans l'intégration européenne et la coopération régionale.

"Une croissance économique durable constitue le fondement d'un avenir prospère pour la région. En vue d'atteindre cet objectif, le Sommet de Paris a axé ses efforts sur le renforcement de la connectivité et des opportunités pour aboutir à des échanges commerciaux mutuellement bénéfiques dans la région", a-t-il déclaré.

La coopération régionale n'est pas seulement une condition-clé de la perspective européenne de la région, c'est aussi un élément essentiel à la croissance économique, car elle renforce la connectivité entre les pays. Étant donné la situation économique actuelle, la coopération régionale est le seul et unique moyen de faire face aux défis communs.

L'intervention du Gouverneur Wenzel s'est fait l'écho du thème principal du Sommet, en appelant à une plus grande coopération afin d'assister les pays des Balkans occidentaux sur la voie de la prospérité et de l'intégration européenne.

"La CEB est déterminée à continuer d'œuvrer en faveur d'une croissance durable dans la région en favorisant le développement social", a-t-il souligné.

*Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, "l'ex-République yougoslave de Macédoine" et Serbie

Governor Wenzel addresses Business Forum on Western Balkans during "Paris Balkans 2016"

On 4 July, CEB Governor Rolf Wenzel participated in the Business Forum on the Western Balkans, together with representatives from the European Investment Bank (EIB), European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) and World Bank.

Governor Wenzel addressed the plenary session, which was opened by Michel Sapin, Minister of Finance, and chaired by Alain Richard, Special Representative for Economic Diplomacy in the Balkans. The theme of the session was "Financing projects in the Western Balkans – Implementation of reforms for business climate". The six Western Balkan countries* were represented at the Forum by their respective Ministers of Economy.

In his speech, Governor Wenzel welcomed the economic reforms that the countries of the Western Balkans had implemented in recent years. He said that the CEB was active in the region, as a founding member of the Western Balkans Investment Framework (WBIF) and the main implementation partner in the Regional Housing Programme (RHP), as well as through the Migrant and Refugee Fund (MRF) and other social projects.

"Our experience in the region has shown that Western Balkan countries have enormous potential when it comes to consolidating their European perspective and ensuring long-lasting prosperity" the Governor said.

In his remarks, Johannes Hahn, Commissioner for European Neighbourhood Policy & Enlargement Negotiations, said that the accession process increasingly focused on economic issues underpinned by the rule of law. "We put strong emphasis on promoting economic development and strengthening competitiveness", Hahn added.

Paris Balkans 2016

The Business Forum was part of the "Paris Balkans 2016" summit, attended by the heads of government, Foreign Affairs Ministers and the Ministers of Economy of the six Western Balkan countries. Jean-Marc Ayrault, Minister of Foreign Affairs and International Development, chaired the summit.

Following in the footsteps of two previous meetings in Berlin and Vienna, the Paris summit aimed at ensuring increased coherence with the different regional initiatives promoting regional cooperation in the light of the region's European perspective.

It provided an opportunity to discuss developments of regional importance such as migration, security issues, including the fight against extremism, jobs and economic growth. Youth and connectivity were two other key focus areas of the summit and associated side events.

In his closing speech, Jean-Marc Ayrault reiterated the message that the future of the Western Balkans lies in European integration and in regional cooperation.

"Sustainable economic growth constitutes the basis for a prosperous future for the region. In order to achieve this goal, the Paris summit focused its efforts on increasing connectivity and opportunities for mutually beneficial trade in the region", Ayrault said.

Regional cooperation is not only a key condition for the region's European perspective, but also an important element for economic growth as it leads to increased connectivity between countries. In the context of the current economic situation, regional cooperation is the one and only way to face common challenges.

Governor Wenzel's address echoed the summit's main theme, calling for increased cooperation to help the Western Balkan countries on the path to prosperity and European integration.

"The CEB is determined to continue to create sustainable growth in the region through social development", the Governor stressed.

*Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Kosovo, Serbia, and "the former Yugoslav Republic of Macedonia"



Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux : promouvoir la prospérité et la coopération régionale

Le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF) est un mécanisme conjoint de panachage prêt/don (*blending*) qui associe la Commission européenne, des institutions financières participantes, des donateurs bilatéraux et des pays des Balkans occidentaux. Axé sur les secteurs clés de l'économie des Balkans occidentaux (notamment l'énergie, l'environnement, les transports, le développement social et le secteur privé), il vise à permettre le financement de projets d'investissement stratégiques dans les pays bénéficiaires.

En 2009, la CEB est devenue l'un des membres fondateurs du WBIF, conjointement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI) et plusieurs donateurs bilatéraux. La Banque mondiale et KfW ont rejoint le Cadre par la suite.

Six des États membres de la CEB sont bénéficiaires du WBIF : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, "l'ex-République yougoslave de Macédoine" et la Serbie.

Le WBIF : une plateforme de coopération

La promotion de la prospérité dans les Balkans occidentaux présente un avantage mutuel pour la région et pour l'Union européenne, principal investisseur étranger direct et à l'origine de 75% du commerce total de la région. Dans le cadre de la stratégie d'élargissement de l'Union européenne, la Commission européenne met un financement de € 1 milliard à la disposition des Balkans occidentaux par le biais du WBIF, faisant d'elle le premier contributeur dudit mécanisme.

Le WBIF fait office de plateforme de coopération et permet aux donateurs, aux institutions financières internationales (IFI) et aux pays bénéficiaires de trouver des solutions financières dans un environnement de plus en plus difficile. Le montant considérable des prêts accordés (€ 3,7 milliards) témoigne de l'efficacité du WBIF et de l'ampleur de son impact. Comme le souligne le Commissaire européen Hahn, en contribuant au renforcement de l'intégration au sein de la région et de la région avec l'Union européenne, le WBIF joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de la stratégie d'élargissement de l'Union et de l'Agenda de la Connectivité dans le cadre du "processus de Berlin".

En 2015, le WBIF a mis au point une nouvelle méthodologie conforme à celle de l'IAP II pour optimiser la hiérarchisation des investissements et aider les pays bénéficiaires à mieux s'approprier ce mécanisme de financement.

La CEB promeut les projets à vocation sociale dans les pays des Balkans occidentaux

La CEB tire parti d'une telle plateforme qui jouit d'un très bon rapport coût/efficacité, au vu de ses propres objectifs stratégiques dans les pays membres du groupe cible. Par l'intermédiaire du WBIF, en effet, la CEB poursuit l'élaboration d'une politique sociale et la réforme des systèmes sociaux des pays bénéficiaires du WBIF. Cette volonté de réforme vise la modernisation de l'éducation aussi bien que celle des systèmes judiciaire et de santé. Les projets de logements sociaux contribuent à la réduction de la pauvreté, à l'inclusion sociale et à l'amélioration du filet de sécurité sociale, en s'efforçant notamment de mieux cibler l'assistance sociale. Outre les infrastructures sociales, la CEB s'appuie sur les banques locales qui financent les petites et moyennes entreprises pour soutenir la création d'emplois dans les États bénéficiaires du WBIF, et apporte également son appui à des projets dans d'autres secteurs tels que l'environnement, sélectionnés au cas par cas.

Jusqu'à présent, la CEB a approuvé 19 projets en appui aux objectifs du WBIF. Le montant des prêts liés à ces projets s'élève à près de € 500 millions tandis que celui de l'ensemble des projets approuvés par la CEB approche les € 1 milliard. Une enveloppe de € 52 millions de dons destinée à l'assistance technique et à l'aide à l'investissement du WBIF est couplée à ces prêts.



Western Balkans Investment Framework: promoting prosperity and regional cooperation

The Western Balkans Investment Framework (WBIF) is a joint blending facility of the European Commission, participating international financial institutions (IFIs), bilateral donors and Western Balkan countries to deliver funding for strategic investment projects in beneficiary countries. The WBIF focuses on key sectors of the Western Balkan economies including energy, environment, transport, social and private sector development.

In 2009, the CEB became one of the founding members of the WBIF, together with the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the European Investment Bank (EIB) and several bilateral donors. KfW and the World Bank subsequently joined the Framework.

Six CEB member countries are beneficiaries of the WBIF: Albania, Bosnia and Herzegovina, Kosovo, Montenegro, Serbia and "the former Yugoslav Republic of Macedonia."

WBIF: a platform for cooperation

Promoting prosperity in the Western Balkans countries is of mutual benefit to the region and the EU, which is the largest foreign direct investment provider and accounts for 75% of the region's total trade. As part of the EU's Enlargement Strategy, the European Commission is making up to € 1 billion available to Western Balkans countries through the WBIF, being the main donor to this facility.

The WBIF serves as a platform for cooperation, allowing donors, IFIs and beneficiary countries to seek financing solutions in an increasingly difficult environment. The WBIF's impact and efficiency can be demonstrated by the impressive € 3.7 billion in signed loans. As highlighted by EU Commissioner Hahn: "By contributing to achieving closer integration within the region and closer integration of the region with the European Union, the WBIF plays a crucial role in the implementation of the European Union's enlargement strategy and the Connectivity Agenda under the 'Berlin Process'."

In 2015, the WBIF developed a New Methodology in line with that of IPA II, which will contribute to further strengthening ownership by beneficiary countries and to better prioritising investments.

The CEB promotes social projects in the Western Balkans

The CEB draws benefit from such a cost-effective platform, given its policy objectives in its target member countries. Through the WBIF, the CEB pursues the development of social policies and the reform of social systems in WBIF countries. These reform efforts are aimed at the modernisation of education, as well as of the health care and judiciary systems. Social housing projects contribute to poverty reduction, social inclusion and improvements in the social safety net, focusing on better social assistance targeting. In addition to social infrastructure, the CEB supports job creation in WBIF countries through local banks that finance SMEs, as well as projects in other sectors such as the environment on a case-by-case basis.

To date, the CEB has approved 19 projects supporting the objectives of the WBIF, with a loan value of close to € 500 million and a total project value of almost € 1 billion. Another € 52 million in technical assistance and investment grants from the WBIF were blended with these loans.



Les pays membres de la CEB éligibles au WBIF

Projets approuvés par la CEB au cours des 5 dernières années : répartition par secteur

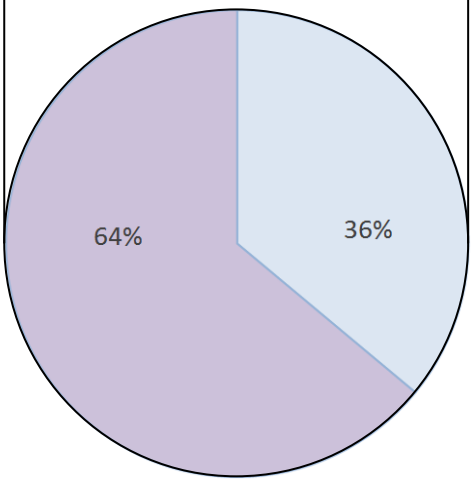
❶



Albanie

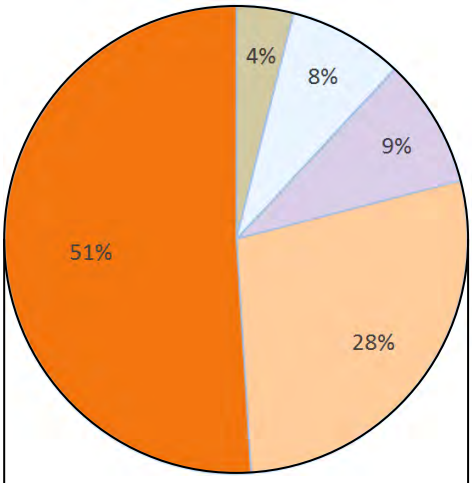
Albania

Membre depuis 1999
Part dans le capital : 0,245%



Projets approuvés 2011-2015 : 44,6 M€

Projets approuvés 2011-2015 : 147,7 M€



❷



Bosnie-Herzégovine

Bosnia and Herzegovina

Membre depuis 2003
Part dans le capital : 0,177%

❸



Kosovo

Membre depuis 2013
Part dans le capital : 0,120%

En 2013, le Kosovo est officiellement devenu le 41ème pays membre de la CEB. Il fait partie des "pays cibles" d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est et peut donc bénéficier du soutien accru de la CEB, dont il ne reçoit actuellement aucun prêt.

/

In 2013, Kosovo officially became the CEB's newest member country, bringing the total CEB membership to 41 states. Kosovo belongs to the group of "target countries" of Central, Eastern and South-Eastern Europe and is thus eligible for increased support. The CEB is currently not lending to Kosovo.

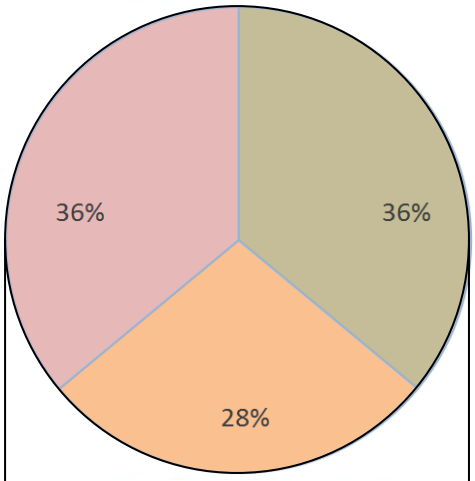
Aide aux réfugiés, migrants et personnes déplacées Aid to refugees, migrants and displaced persons	Logement pour les personnes à bas revenu Housing for low-income persons	Amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural Improvement of living conditions in urban and rural areas	Santé Health



CEB member countries eligible for WBIF funding

Projects approved by the CEB in the last 5 years: breakdown by sector

Projects approved 2011-2015: 28 M€



4

Montenegro

Monténégro

Member since 2007
Share in capital: 0.120%

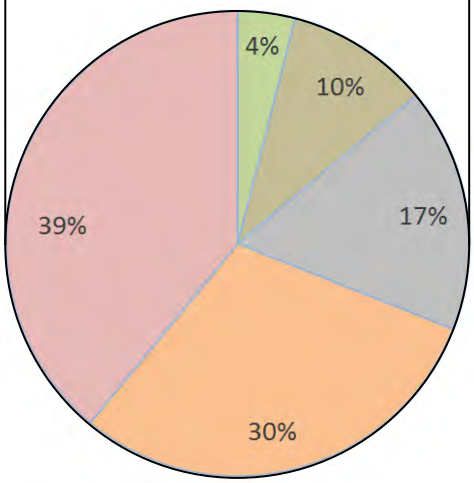
Projects approved 2011-2015: 201.5 M€

5

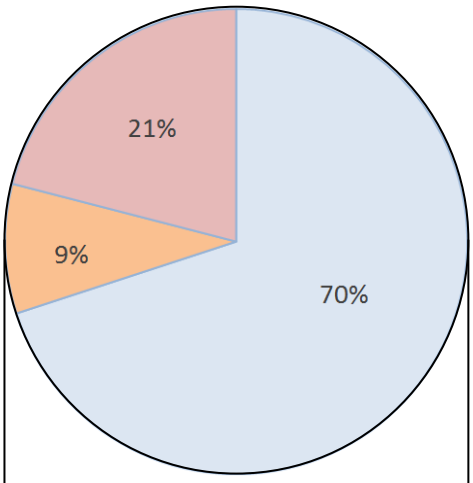
Serbia

Serbie

Member since 2004
Share in capital: 0.472%



Projects approved 2011-2015: 139 M€



6

"the former Yugoslav Republic of Macedonia"

"l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Member since 2013
Share in capital: 0.120%

Éducation et formation professionnelle Education and vocational training	Infrastructures des services publics, administratifs et judiciaires Infrastructure of administrative and judicial public services	Catastrophes naturelles ou écologiques Natural or ecological disasters	Soutien aux micros, petites et moyennes entreprises Supporting micro, small and medium-sized enterprises

Le Premier ministre Serbe rencontre le Gouverneur à Paris

Signature d'un accord de don pour les migrants et les réfugiés

Le 15 septembre le Gouverneur de la CEB, M. Rolf Wenzel, a accueilli au siège de la CEB le Premier ministre de la République de Serbie, M. Aleksandar Vučić, accompagné du Ministre du Travail, de l'emploi, des anciens combattants et des affaires sociales, M. Aleksandar Vulin. Les discussions ont porté sur la coopération bilatérale entre la Banque et la Serbie ainsi que sur la crise des migrants et des réfugiés. Le Gouverneur Wenzel et le Premier ministre Vučić ont signé un accord de don de 755 000 euros en faveur des migrants et des réfugiés en Serbie.

Plus de 800 000 migrants et réfugiés ont traversé la Serbie depuis le début de 2015. Environ 4 500 personnes sont actuellement hébergées dans des centres d'accueil à travers le pays. L'assistance apportée par la CEB est utilisée pour fournir des abris, de la nourriture, des soins médicaux et des conseils juridiques à ces personnes.

L'accord signé aujourd'hui porte le montant total des dons accordés à la Serbie provenant du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) à 3,5 millions d'euros.

Le MRF est un fonds fiduciaire mis en place par la CEB en octobre 2015 afin d'aider ses États membres à faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés. La Banque a approuvé jusqu'à présent plus de 18 millions d'euros de dons en faveur de 15 projets.

Le portefeuille de prêts de la CEB en Serbie, membre de la CEB depuis 2004, dépasse le volume de 230 millions d'euros, se concentrant principalement sur les infrastructures sociales dans les secteurs du logement, de l'éducation et des centres pénitentiaires, ainsi que sur le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises par le biais des banques partenaires locales.



MIGRANT & REFUGEE FUND

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Migrant and Refugee Fund
in figures / en chiffres

€ 18 million
Grants approved / Dons approuvés

15 projects
In 7 countries / Dans 7 pays

19
Donors / Donateurs

Serbia's Prime Minister meets the Governor in Paris

Signing of a grant agreement for migrants and refugees



On 15 September, the Governor of the CEB, Rolf Wenzel, welcomed the Prime Minister of the Republic of Serbia, Aleksandar Vučić, accompanied by the Minister of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs, Aleksandar Vulin, to the CEB's headquarters. Discussions focused on bilateral co-operation and the migrant and refugee crisis. Governor Wenzel and Prime Minister Vučić signed a € 755 000 grant agreement, to be used for migrants and refugees in Serbia.

More than 800 000 migrants and refugees have passed through Serbia since the beginning of 2015. An estimated 4 500 persons are currently accommodated in reception centres throughout the country. CEB assistance is being used to provide shelter, food, health care, and legal advice to these persons.

The agreement signed today brings the total amount of grants provided to Serbia from the Migrant and Refugee Fund (MRF) to € 3.5 million.

The MRF is a trust fund established by the CEB in October 2015 to help its member states cope with migrant and refugee flows. The Bank has so far approved over € 18 million in grants for a total of 15 projects.

The CEB's lending portfolio in Serbia, CEB member since 2004, exceeds € 230 million, focusing mainly on social infrastructure in the areas of housing, education and penitentiary centres, as well as support to micro, small and medium-sized businesses through local partner banks.



La CEB approuve 423 millions d'euros de prêts pour 5 nouveaux projets sociaux

Le montant total des approbations depuis le début de l'année avoisine ainsi 3,3 milliards d'euros.

Finlande : un prêt de 60 millions d'euros à la ville de Tampere, troisième plus grande ville de Finlande et centre d'affaires, de recherche et de haute technologie. Afin de faire face à l'expansion rapide de la ville, les infrastructures municipales ont besoin d'investissements afin d'être modernisées, surtout dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du sport, de la culture, ainsi que du transport et du logement social. Les fonds de la CEB couvriront, par le biais d'une Facilité pour le Financement du Secteur Public (PFF), les besoins de financement de Tampere dans ces secteurs.

France : un prêt de 150 millions d'euros à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer des investissements dans les "Foyers de Jeunes Travailleurs". Le prêt de la CEB contribuera au financement de la rénovation d'environ 170 établissements sociaux, soit près de 13 000 logements, qui offrent aux jeunes âgés de 16 à 25 ans en voie d'insertion professionnelle ou en activité un logement abordable combiné avec un accompagnement social.

République slovaque : un prêt de 40 millions d'euros à Slovenská sporiteľňa, première banque commerciale du pays avec un réseau de 300 filiales réparties à travers le pays. Les fonds de la CEB seront utilisés pour financer les investissements productifs de micros, petites et moyennes entreprises (MPME), la modernisation d'infrastructures publiques urbaines et rurales, ainsi que la protection de l'environnement. Le prêt contribuera à améliorer les conditions de vie des populations locales et devrait avoir un impact positif sur l'emploi.

République slovaque : un prêt de 13 millions d'euros à la région autonome de Trenčin, qui regroupe 274 municipalités et bénéficie de Fonds Structurels Européens destinés à financer ses projets sociaux. Le prêt de la CEB, par le biais d'une Facilité de cofinancement européenne (ECF), assurera le financement relai de projets en matière de modernisation des infrastructures urbaines et rurales, de protection et réhabilitation du patrimoine culturel, et de protection de l'environnement.

Suède : un prêt de 160 millions d'euros à la ville de Malmö, troisième plus grande ville de Suède où 35% des habitants sont nés à l'étranger. Au cours des trois prochaines années, la municipalité prévoit une augmentation de 33 000 personnes, parmi lesquels 25% seront des demandeurs d'asile de moins de quinze ans. Étant donné que l'éducation joue un rôle essentiel dans la réussite de l'intégration des réfugiés, les fonds de la CEB financeront la réhabilitation d'établissements d'enseignement obligatoire et la construction de nouvelles installations scolaires. 8 000 élèves devraient en bénéficier.

Le Gouverneur Wenzel se rend à New York pour une réunion de haut niveau aux Nations Unies consacrée aux réfugiés et aux migrants

Le Gouverneur de la CEB M. Rolf Wenzel, a assisté à la réunion de haut niveau accueillie par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, consacrée aux déplacements massifs des réfugiés et des migrants. Le Gouverneur Wenzel a été invité à une table ronde sur le sujet "Pacte mondial pour le partage des responsabilités de la gestion des réfugiés ; respect du droit international."



S'exprimant sur l'issue de la réunion, il a salué l'adoption de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants par l'Assemblée générale des Nations Unies et a déclaré : "La communauté internationale a franchi une étape décisive vers la prise de mesures concrètes et coordonnées pour protéger les droits des migrants et des réfugiés conformément au droit international."

The CEB approves loans for 5 new social projects worth € 423 million

This brings the total amount approved for social projects so far this year to almost € 3.3 billion.

Finland: a € 60 million loan to the City of Tampere, Finland's third largest city and a centre for business, research and leading-edge technology. To cope with the city's rapid growth, the municipal infrastructure requires investments for renovation works, particularly in the areas of health, education, sports, culture, transport and social housing. CEB funds will cover, through a Public Sector Financing Facility (PFF), the city's financing needs in these areas.

France: a € 150 million loan to Caisse des Dépôts et Consignations, to finance investments in "Young Workers' Hostels" (Foyers de jeunes travailleurs). The CEB loan will be used for the renovation of about 170 young workers' hostels, representing around 13 000 dwellings. These offer affordable accommodation and social support to young persons aged 16 to 25 years old, who are either in the process of entering the labour market or are already in employment.

Slovak Republic: a € 40 million loan to Slovenská sporiteľňa, the Slovak Republic's leading commercial bank with a network of 300 subsidiaries throughout the country. CEB funds will be used for the financing of the productive investments of micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs); for the modernisation of urban and rural public infrastructure; and for the protection of the environment. The loan will improve the living conditions of local populations and is expected to have a positive impact on employment.

Slovak Republic: a € 13 million loan to the self-governing region of Trenčín, which comprises 274 municipalities and benefits from European Structural Funds to finance social projects. The CEB loan, through an EU Co-financing Facility (ECF), will provide bridge-financing for projects aimed at the modernisation of urban and rural infrastructure, the protection and rehabilitation of cultural heritage, and the protection of the environment.

Sweden: a € 160 million loan to the City of Malmö, third largest city in Sweden with 35% of its population born outside the country. Over the next three years, the municipality expects its population to increase by 33 000 persons, 25% of whom will be asylum-seekers below the age of 15 years. Given that education plays an important role in the successful integration of refugees, the CEB loan will finance the refurbishment of existing compulsory education buildings and the construction of new school facilities. It is expected that some 8 000 pupils will benefit from this.

Governor Wenzel in New York for United Nations High-Level Summit on Refugees and Migrants

CEB Governor Rolf Wenzel attended the high-level Summit hosted by the United Nations General Assembly in New York to address the issue of large movements of refugees and migrants. Governor Wenzel was invited to attend a round table on the theme "Global compact for responsibility-sharing for refugees; respect for international law". Commenting on the outcome of the Summit, he welcomed the adoption by the United Nations General Assembly of the *New York Declaration for Refugees and Migrants* and said: "The international community has made an important step towards taking concrete and coordinated measures to protect the rights of migrants and refugees in accordance with international law."



Résultats semestriels 2016

Après une reprise plus modeste que prévu en 2015, l'environnement économique et financier reste très difficile marqué par une situation géopolitique complexe en Europe avec des taux d'intérêts historiquement bas.

Dans ce contexte, 26 nouveaux projets ont été approuvés pour un montant total de € 2 869 millions au 30 juin 2016, une augmentation considérable de +72% par rapport à juin 2015, essentiellement due à une accélération des activités de prêts/projets, qui est aussi liée à la crise des migrants et réfugiés. Les décaissements de prêt s'élèvent à € 799 millions au 30 juin 2016, une augmentation de +17% comparé à la même période de l'année précédente.

Le résultat net non-audité de la CEB pour le premier semestre 2016 a atteint € 46,9 millions, soit une baisse de 23% par rapport à juin 2015, principalement dû à :

- une variation négative de la valeur des instruments financiers de € 9,9 millions
- une baisse de € 4,5 millions de la marge d'intérêts

Les charges d'exploitation restent stables avec € 23,4 millions. Le coefficient d'exploitation se situe à 33,4% contre 28,2% en juin 2015.

Hors éléments non-récurrents et gains et pertes exceptionnels, les revenus nets de base (*core earnings*) s'élèvent à € 56,3 millions, une baisse de seulement 6,6% par rapport à juin 2015 (€ 60,3 millions). Par conséquent, le coefficient ajusté se situe à 29,1%, une légère hausse comparé à 28,0% à fin juin 2015.

Le bilan de la CEB s'élève à € 26 851 millions, une augmentation de 6,9% comparé à fin 2015, principalement due :

- à l'encours des prêts de € 13 732 millions, soit +2,4% comparé à fin 2015, et
- aux actifs liquides pour un montant de € 8 033 millions, soit +26,7% par rapport à fin 2015 (€ 6 342 millions), principalement dû à une augmentation des dépôts sur le marché monétaire.

Les capitaux propres ont augmenté de 1,9% depuis fin 2015 pour atteindre € 2 762 millions à fin juin 2016.

Depuis le début de l'année, la CEB a effectué cinq émissions pour un montant total € 2,6 milliards, représentant 80% de l'autorisation d'emprunt 2016 de € 3,3 milliards.

€ millions (non-audité)	30 juin 2016	30 juin 2015	31 décembre 2015
Prêts décaissés	799	686	1 842
Projets approuvés	2 869	1 668	2 301
Engagements fermes de financement	3 316	2 674	3 119
Encours de prêts[1]	13 243	12 736	13 072
Emprunts obligataires émis[2]	2 635	2 245	3 077
Capitaux propres	2 762	2 653	2 711
Bilan	26 851	26 825	25 116
Résultat net	47	61	127

[1] Intérêts et ajustements de valeur exclus
[2] Valeur en euro à la date d'achat

Autorisation d'emprunt pour 2017

Chaque année, le Conseil d'administration accorde au Gouverneur une autorisation d'emprunt, qui fixe le montant global en EUR au sein duquel il est permis au Management de négocier et de conclure des contrats d'émission de maturité supérieure ou égale à un an. Toutes les transactions de financement doivent être exécutées aux conditions les plus favorables des marchés de capitaux internationaux. Elle permet de surcroît le recours aux instruments de maturité inférieure à an, notamment dans le cadre d'opérations sous le programme *Euro Commercial Paper*.

L'autorisation d'emprunt vise principalement à rendre possibles les opérations de prêts, à maintenir le niveau de trésorerie requis et à honorer les obligations de remboursement de la dette de la CEB arrivée à échéance.

Cette autorisation d'emprunt repose sur l'analyse détaillée du besoin global de financement pour l'année à venir, compte tenu notamment des besoins de liquidité et des prévisions d'activité concernant les prêts. Pour 2016, cette autorisation s'élève à 3 000 millions d'euros.

Half-year results 2016

After recovery at a slower pace than expected in 2015, the economic and financial environment continues to be very challenging in a context of geopolitical issues in Europe and historically low interest rates.

Against this background, as at 30 June 2016, the CEB had approved 26 new projects for a total amount of € 2 869 million, representing a significant increase of +72% compared with June 2015, mainly due to accelerating lending activity, also linked to the migrant and refugee crisis. Loan disbursements totalled € 799 million as at 30 June 2016, a year-on-year increase of +17%.

The CEB's unaudited net profit for the first half of 2016 reached € 46.9 million, i.e. a decrease of 23% compared to June 2015, primarily related to:

- a negative variation of € 9.9 million in the mark-to-market value of the financial instruments
- a decrease of € 4.5 million in the interest margin

Operating expenses remained stable at € 23.4 million. The cost-to-income ratio stood at 33.4% compared to 28.2% in June 2015.

Excluding material one-off effects and exceptional gains and losses, core earnings reached € 56.3 million, a decrease of only 6.6% compared to June 2015 (€ 60.3 million). Therefore, the adjusted core-to-income ratio was 29.1%, representing only a slight increase compared to 28.0% at end June 2015.

The CEB's total assets reached € 26 851 million, increasing by 6.9% compared to year-end 2015, primarily due to:

- outstanding loans amounting to € 13 732 million, i.e. +2.4% compared to end 2015,
- liquid assets totalling € 8 033 million, i.e. +26.7% compared to end 2015 (€ 6 342 million), mostly due to the increase in money market deposits.

Since end 2015, equity increased by 1.9% to reach € 2 762 million at end June 2016.

Since the beginning of the year, the CEB has launched five issues for a total amount of € 2.6 billion, representing 80% of the 2016 borrowing authorisation of € 3.3 billion.

€ million (unaudited)	30 June 2016	30 June 2015	31 December 2015
Loans disbursed	799	686	1 842
Projects approved	2 869	1 668	2 301
Firm financing commitments	3 316	2 674	3 119
Loans outstanding[1]	13 243	12 736	13 072
Bonds issued[2]	2 635	2 245	3 077
Equity	2 762	2 653	2 711
Total assets	26 851	26 825	25 116
Net profit	47	61	127

[1] Excluding accrued interest and value adjustments
[2] Value in euro at purchase date

Borrowing authorisation for 2017

The borrowing authorisation is given to the Governor each year by the Administrative Council. It establishes the total amount in EUR within which the Management is authorised to negotiate and conclude new issue transactions and loans to be received by the CEB with maturities of one year or more. All funding transactions have to be executed under the best available terms on the international capital markets. The borrowing authorisation also provides recourse to instruments with maturities of less than one year, in particular within the framework of operations in the Euro Commercial Paper Programme.

The main objectives of the borrowing authorisation are to fulfil lending needs, to maintain the required liquidity level and to meet the CEB's repayment obligations on maturing debt.

The borrowing authorisation is based on a detailed analysis of the overall financing requirements for the coming year, in particular taking into account the CEB's liquidity and the loan activity projections. For 2017 the authorisation stands at 3 000 million euros.

Agenda 2016

7-9 octobre : Réunion annuelle de la Banque mondiale et du FMI (Washington)

17-18 novembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

1 décembre : Assemblée Générale des Donateurs du Programme régional de logement (Paris)

2 décembre : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

9 décembre : Conférence CEB : Les défis d'une croissance plus durable et plus inclusive en Europe (Paris)

Brèves

- Lu dans la Communication de la Commission européenne en date du 14 septembre 2016 intitulée "*Renforcer les investissements européens pour l'emploi et la croissance: vers une deuxième phase du Fonds européen pour les investissements stratégiques et un nouveau plan d'investissement extérieur européen*", en page 10 - note de bas de page 15 : "*Afin de contribuer davantage à l'approche européenne coordonnée en matière de migration préconisée dans la communication du 7 juin, et en complément du plan d'investissement extérieur, la Commission examinera la possibilité pour l'UE d'entrer dans l'actionnariat de la Banque de développement du Conseil de l'Europe*".

- Facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie (FRIT)
  Le soutien aux projets d'aide aux migrants et aux réfugiés est au cœur du mandat de la CEB, d'où les efforts déployés pour prendre part à la Facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie, qui a été établie comme un mécanisme de coordination en vue de rationaliser les interventions financées par le budget communautaire et les contributions bilatérales des États membres de l'UE. La décision d'application de la Commission en date du 28 juillet 2016 a confirmé l'engagement de la CEB, désignée comme l'IFI chargée de la mise en œuvre du second hôpital d'État à Kilis, pour un montant de 40 M€. Les travaux préparatoires se poursuivent.

Publications



Rapport semestriel



Rapports des agences de notation
Moody's et Standard & Poor's

Agenda 2016

7-9 October: Annual meeting of the World Bank and the IMF (Washington)

17-18 November: Meeting of the Administrative Council of the CEB (Paris)

1 December: General Assembly of Donors of the Regional Housing Programme (Paris)

2 December: Meeting of the Governing Board of the CEB (Paris)

9 December: CEB conference: Challenges to More Sustainable and Inclusive Growth in Europe (Paris)

In brief

- Read in the Communication from the European Commission, dated 14 September 2016, and entitled "*Strengthening European Investments for jobs and growth: Towards a second phase of the European Fund for Strategic Investments and a new European External Investment Plan*", in page 9, footnote 15: "*As a further means of contributing to the coordinated European approach to migration called for in the 7 June Communication and as a complement to the External Investment Plan, the Commission will examine the possibility of the EU becoming a shareholder of the Council of Europe Development Bank.*"

- EU Facility for Refugees in Turkey (FRIT).
  Due to its core mandate to support projects for migrants and refugees, the CEB has deployed efforts since early 2016 to take part in the EU Facility for Refugees in Turkey, which was established as a coordination mechanism to streamline actions financed from the EU budget and bilateral contributions from EU Member States. The Commission Implementing Decision of 28 July 2016 confirmed the CEB's involvement as the IFI in charge of implementation of second State Hospital in Kilis for an amount of 40M€. Further preparatory work is ongoing.

Publications


S&P Global
Ratings

RatingsDirect

Council of Europe Development Bank

Table Of Contents

Rating agencies' reports : Moody's and Standard & Poor's

Half-Year Report


CEB

Half-Year Report

Condensed Interim Financial Statements

As at 30 June 2016

(Unaudited)

www.coebank.org

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



A propos de la CEB …

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB …

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 member states. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the member states.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its member states, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org

www.coebank.org